

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q2/HUN/1

9 septembre 1997

(97-3607)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, LES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET LES DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

Hongrie¹

Le présent document contient le texte de l'exposé introductif fait par la délégation de la Hongrie dans le cadre de l'examen des législations sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels à la réunion du Conseil des 11-15 novembre 1996², avec les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a fournies.

I. EXPOSE INTRODUCTIF

Marques de fabrique ou de commerce

La Loi n° IX de 1969 sur la protection des marques telle qu'elle a été notifiée est en vigueur depuis 1970. Elle a été élaborée en tenant dûment compte des normes et disciplines acceptées sur le plan international concernant la protection des marques de fabrique ou de commerce.

L'examen de la loi permet de constater que ses dispositions sont conformes à celles de la section 2 de la partie II de l'Accord sur les ADPIC. Plus précisément, tous les signes énumérés à l'article 15 peuvent faire l'objet d'une protection et les motifs de refus de l'enregistrement ne dérogent pas aux dispositions de la Convention de Paris; les droits conférés par une marque, y compris l'application de l'article 6*bis* de la Convention de Paris, l'obligation d'usage et les autres prescriptions, et la possibilité de cession ou de concession de licences sans qu'il y ait transfert de l'entreprise à laquelle la marque appartient, sont prévus dans la loi hongroise comme le prescrit l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, le titulaire de la marque enregistrée ne peut empêcher l'usage de la marque pour des produits ou des services qui ne sont ni identiques ni similaires.

Pour répondre aux besoins de nos milieux d'affaires, assurer une harmonisation plus transparente avec l'Accord sur les ADPIC, et aligner notre législation sur celle de l'Union européenne, ce texte vient d'être revu et un nouveau projet de loi a été préparé. Il sera très prochainement soumis au

¹En ce qui concerne les lois et règlements en rapport avec les domaines examinés tels qu'ils ont été notifiés par la Hongrie au titre de l'article 63:2 de l'Accord, voir les documents IP/N/1/HUN/1/Rev.1, IP/N/1/HUN/T/1-2, IP/N/1/HUN/T/1/Rev.1 et IP/N/1/HUN/D/1-2.

²Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous couvert du document IP/C/M/11.

gouvernement qui, s'il l'approuve, le transmettra au Parlement. La nouvelle loi devrait entrer en vigueur au milieu de l'année prochaine.

Dans la nouvelle loi, la disposition relative à l'objet de la protection est conforme à l'article 15 de l'Accord sur les ADPIC et est presque mot pour mot identique à la Directive correspondante de la CE. La disposition concernant les droits conférés par une marque inclut expressément la possibilité d'empêcher l'usage non autorisé de la marque pour des produits ou des services qui ne sont pas semblables à ceux pour lesquels ladite marque est enregistrée, lorsque celle-ci jouit d'une renommée dans le pays et lorsqu'un tel usage porterait atteinte au caractère distinctif ou à la renommée de la marque ou en tirerait indûment profit. Aux fins du maintien de l'enregistrement, l'usage d'une marque par une personne avec le consentement du titulaire sera considéré comme un usage de la marque.

Dès son entrée en vigueur, la loi sera notifiée au titre de l'article 63 de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques

Pour ce qui est de la protection des indications géographiques, la Hongrie étant partie à l'arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, elles sont protégées au titre dudit arrangement. En outre, les indications géographiques sont protégées d'une manière générale par la loi sur la concurrence déloyale. Tant la nouvelle législation sur les marques que celle actuellement en vigueur interdisent l'enregistrement d'un signe s'il est de nature à induire en erreur quant à l'origine géographique des produits.

Examinons certaines dispositions du nouveau projet de loi. La nouvelle loi sur les marques comportera un chapitre spécial relatif à la protection des indications géographiques. De fait, le titre de cette loi est "Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce *et* des indications géographiques".

Une définition des indications géographiques a été incluse conformément à l'Accord sur les ADPIC. En outre, la notion d'appellation d'origine est également définie. Les droits conférés par la protection correspondent aux dispositions pertinentes de l'Accord, et l'application des dispositions de l'article 23:1 concernant la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux sera garantie de manière adéquate pour toutes les indications géographiques. La Hongrie a conclu quelques accords bilatéraux relatifs à la protection des indications géographiques et est prête à mener des négociations comme prévu à l'article 24:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Dessins et modèles industriels

La protection des dessins et modèles industriels est régie par le Décret-loi n° 28 de 1978, qui a également été notifié au Conseil des ADPIC tel qu'il figure dans le document IP/N/1/HUN/D/1. Les prescriptions en matière de protection prévues par ce décret-loi sont conformes à celles de l'Accord sur les ADPIC. Une notification supplémentaire portant sur cette question a récemment été transmise au Secrétariat.

En vertu d'un amendement introduit en 1994 par la Loi n° VII de 1994, les droits exclusifs du titulaire d'un dessin ou modèle industriel protégé s'étendent également à l'importation à des fins commerciales, d'un produit incorporant le dessin ou le modèle ou au fait de concéder une licence à un tiers à cet effet. La durée de la protection conférée est de dix ans.

Résumé

En résumé, nous estimons que la protection des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels en Hongrie est conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

II. REPONSE A LA QUESTION GENERALE CONCERNANT LES DROITS DE PRIORITE³

Votre pays reconnaît-il un droit de priorité sur la base d'une demande d'enregistrement de marque antérieure déposée par le ressortissant d'un Membre de l'OMC dans un autre pays Membre de l'OMC?

Conformément aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, la Hongrie est prête à reconnaître les droits de priorité se fondant sur un premier dépôt d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle industriel et d'une demande de brevet dans un autre pays Membre de l'OMC, que ce dernier soit ou non Partie à la Convention de Paris.

III. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES

1. Veuillez expliquer quels sont les droits conférés au titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce en Hongrie et indiquer notamment si le titulaire doit faire la preuve de l'existence d'un risque de confusion lorsqu'un tiers utilise, sans son autorisation, un signe identique ou similaire pour des produits ou des services identiques ou similaires et, dans l'affirmative, prière d'indiquer dans quels cas il doit le faire.

Les dispositions pertinentes de la Loi hongroise sur les marques en vigueur sont les suivantes:

- L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce confère au titulaire le droit exclusif d'utiliser celle-ci pour les produits et services pour lesquels elle est enregistrée (article 7).
- Constitue une atteinte au droit de marque l'utilisation, sans le consentement du titulaire, d'une marque enregistrée ou d'un signe dont la similitude avec la marque enregistrée est de nature à prêter à confusion pour des produits et services identiques ou similaires à ceux figurant sur la liste des produits auxquels s'applique la marque enregistrée (article 13).

Il s'ensuit que, lorsque le signe et les produits ou services sont identiques, aucune preuve de l'existence d'un risque de confusion n'est requise, ni en droit ni en pratique.

Toutefois, si le signe ou les produits ou services ne sont pas identiques mais similaires, il appartient au titulaire de la marque enregistrée de faire valoir qu'il existe un risque de confusion et de montrer que ce risque est crédible. Il n'est pas nécessaire d'apporter la preuve qu'il y a eu effectivement confusion dans le cadre d'échanges commerciaux.

Une nouvelle loi sur les marques de fabrique ou de commerce est en cours d'élaboration et devrait entrer en vigueur au mois de juillet 1997. Le projet de loi contient des dispositions plus détaillées sur les droits conférés par une marque, mais celles-ci sont fondamentalement conformes à l'article 5

³A la réunion du Conseil des ADPIC des 11-15 novembre 1996, les Membres sont convenus de répondre à cette question dans le cadre du présent examen (document IP/C/M/11, paragraphe 43).

de la Directive du Conseil⁴, de sorte qu'il semble n'y avoir aucun changement sur le fait que le titulaire d'une marque n'a pas à prouver qu'il existe un risque de confusion lorsqu'il est fait usage sans son consentement de signes identiques pour des produits ou services identiques.

2. *La législation hongroise sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit-elle des moyens d'empêcher l'usage non autorisé d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée pour des produits ou des services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels une marque de fabrique ou de commerce est enregistrée? Dans l'affirmative, dans quelles conditions?*

La loi hongroise sur les marques actuellement en vigueur ne prévoit aucun moyen d'empêcher l'usage susmentionné.

Une nouvelle loi sur les marques est en cours d'élaboration et devrait entrer en vigueur au mois de juillet 1997. Le nouveau projet de loi contient une disposition selon laquelle le titulaire d'une marque enregistrée pourra empêcher une tierce personne d'utiliser sans son consentement, dans le cadre d'opérations commerciales, un signe identique ou similaire à sa marque de fabrique ou de commerce pour des produits ou services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels la marque est enregistrée, sous réserve que la marque en question soit notoirement connue en Hongrie, dans les cas où l'usage de ce signe porterait préjudice au caractère distinctif ou à la renommée de la marque ou permettrait d'en tirer indûment profit.

3. *Veillez indiquer si une marque de fabrique ou de commerce peut être cédée sans qu'il y ait transfert de l'entreprise à laquelle la marque appartient.*

Les dispositions pertinentes de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce en vigueur sont les suivantes:

- Le droit sur la marque est cessible par contrat (article 12).

Conformément à cette disposition, une marque de fabrique ou de commerce peut être cédée sans qu'il y ait transfert de l'entreprise à laquelle la marque appartient. Une nouvelle loi sur les marques est en cours d'élaboration et devrait entrer en vigueur en juillet 1997. Cette disposition sera maintenue dans la nouvelle loi.

⁴Document IP/N/1/EEC/T/1.